

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre
Cinquième cycle de présentation de rapports, législature 2014-2015

Rapport de la République du Congo à titre de pays Partie touché



June 27, 2014

Sommaire

I. Indicateurs de résultats

- A. Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation
 - Indicateur CONS-0-1
 - Indicateur CONS-0-3
 - Indicateur CONS-0-4
- B. Objectif opérationnel 2 : Cadre politique
 - Indicateur CONS-0-5
 - Indicateur CONS-0-7
- C. Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances
 - Indicateur CONS-0-8
 - Indicateur CONS-0-10
- D. Objectif opérationnel 4 : Renforcement des capacités
 - Indicateur CONS-0-13
- E. Objectif opérationnel 5 : Financement et transfert de technologies
 - Indicateur CONS-0-14
 - Indicateur CONS-0-16
 - Indicateur CONS-0-18

II. Flux financiers

Annexe financière type

III. Informations complémentaires

IV. Soumission

CONS-O-1

Nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et/ou des synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité, et public atteint par les médias abordant la question de la DDTS et des synergies DDTS

Objectif général

Pourcentage de la population informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

30 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

18

2011

2013

2015

2017

2019

Objectif national volontaire

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

%

Année

25

2018

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Activités d'information

Année	Nombre d'activités	Estimation du nombre total de participants
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	18	1100
2013	23	1400
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Produits médias et programmes de radio/télévision concernant ces évènements

Année	Nombre	Estimation du public touché
2012	208	500000
2013	208	600000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources d'information

Radio Rurale
Radio Congo
Télé Congo
DRTV
Programme national d'afforestation et de reboisement (PRoNAR)
Programme National d'afforestation et de reboisement (ProNAR)
ProNAR

Évaluation qualitative

Votre pays dispose-t-il d'une stratégie nationale de communication consacrée à la DDTS et/ou aux synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (p. ex. concernant la mise en œuvre de la Stratégie globale de communication, les activités relatives à la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, etc.) :

Le Congo ne dispose pas d'une stratégie nationale de communication consacrée à la DDTS. Toutefois, il existe une synergie pour les actions menées dans le cadre de la biodiversité et des changements climatiques. La communication existe mais elle n'est pas totalement formalisée.

CONS-O-3

Nombre d'organisations de la société civile (OSC) et d'institutions scientifiques et technologiques (IST) participant aux processus liés à la Convention

Objectif général

Une croissance régulière de la participation des OSC et IST aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'OSC et d'IST impliqués dans des programmes/projets liés à la DDTS

Année	Nombre d'organisations de la société civile	Nombre d'institutions scientifiques et technologiques
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	6	4
2013	8	6
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations : nom des CSO et des IST

Association pour l'Environnement et de Développement Durable (APEDD)
Environnement et Développement des initiatives Communautaires (EDIC)
Centre de Recherche et d'Etudes sur l'Environnement (Université Marien Ngouabi)
Centre de Recherche sur la Conservation et la Restauration des Terres
Centre
Centre de recherche sur la conservation et la restauration des terres
Centre de Recherche sur la Conservation et la Restauration des Terres
Centre de Recherche sur la conservation et la restauration des terres
Centre de recherche sur la conservation et la restauration des terres.
Ministère de l'Economie Forestières et du Développement Durable
Point Focal CCD

Objectif national volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'OSC et d'IST participant au processus de la Convention au niveau national, par exercice biennal

%

20

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives afin d'augmenter la participation des OSC et des IST aux projets et programmes liés à la DDTS ?

Oui Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour promouvoir la participation des OSC et des IST aux processus liés à la Convention.

Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation

- Identification des OSC et IST
- Actualisation périodique du répertoire
- Facilitation pour la participation des parties prenantes aux initiatives entreprises dans la mise en œuvre de la convention
- Plus grande implication de ces OSC et IST dans les nouvelles activités

CONS-O-4

Nombre et type d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les organisations de la société civile (OSC) et les institutions scientifiques et technologiques (IST) dans le domaine de l'éducation

Objectif général

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation

Année	Nombre d'initiatives des OSC	Nombre d'initiatives des IST
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	2	2
2013	5	3
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations

Centre de Recherche sur la Conservation et la Restauration des Terres
Centre de Recherche et d'Etudes sur l'Environnement (Université Marien Ngouabi)
Association pour l'environnement et le développement durable (APEDD)
Environnement et Développement des initiatives Communautaires (EDIC)
Institut National de recherches forestières
Institut National de Recherche Agronomique
Centre National d'étude des sols

Objectif national volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place dans le domaine de l'éducation par les OSC et les IST, par exercice biennal

%

20

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives visant à augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en œuvre par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation ?

Oui Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation.

- Elaboration et diffusion de brochures en langues nationales favorisant une culture de lutte contre la dégradation des terres dans les zones à forte densité de populations;
- Sensibilisation des communautés locales à l'éducation citoyenne;
- Vulgarisation des textes de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification auprès des populations;
- Création d'un dialogue avec les communautés locales sur les questions de dégradation des terres et de changements climatiques;
- Vulgarisation des outils et des bonnes pratiques de lutte contre la dégradation des terres en milieu rural
- Renforcement des capacités des communautés locales sur les questions liées à l'environnement
- Introduction des nouveaux modules de formation universitaires .



CONS-0-5

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant finalisé la formulation/ révision des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux (PAN/PASR/PAR) alignés sur la Stratégie, en prenant en compte les informations biophysiques et socio-économiques, la planification et les politiques nationales, et les cadres d'investissement intégrés

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales qui ont formulé/révisé un PAN/PASR/PAR aligné sur la Stratégie

≥ 80 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays a-t-il adopté un PAN aligné sur la Stratégie ?

Oui Non

Évaluation qualitative

Votre PAN est-il mis en œuvre ?

Oui Non

Veillez répondre aux deux questions suivantes uniquement si votre pays n'a pas aligné le PAN sur la Stratégie

Objectif national volontaire

Quand prévoyez-vous d'aligner votre PAN sur la Stratégie ?

2014-2015



2016-2017



2018-2019



No Plan Yet



Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information supplémentaire (par ex. circonstances nationales affectant le processus d'alignement et de mise en œuvre du PAN).

Le processus de l'alignement du PAN est en cours. La mise en oeuvre du PAN n'est pas effective du fait de l'insuffisance des ressources financières allouées aux activités liées à la DDTs. L'absence d'une stratégie financière intégrée ne permet pas de mener des actions concertées de gestion durable des terres. Aussi, Le PAN n'est pas pris en compte dans le budget national.

Sources des informations

Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable

P oint Focal National CCD

Loi de finance

CONS-O-7

Nombre d'initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, ou nombre de mécanismes de mise en œuvre conjointe, à tous les niveaux

Objectif général

Chaque pays Partie touché a mis en place soit un plan national conjoint, soit un ou des mécanismes fonctionnels pour assurer les synergies entre les trois conventions de Rio

2014

Contribution nationale à l'objectif général

Des initiatives conjointes de planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio ont-elles été mises en œuvre par votre pays au cours de la période considérée ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non

Existait-il des mécanismes opérationnels qui ont facilité la mise en œuvre conjointe des trois Conventions de Rio au cours de la période de référence ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non

Veuillez répondre aux questions suivantes si votre pays a mis en place un tel mécanisme ou initiative

Évaluation qualitative

Si votre pays a mis en place des initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, précisez le type d'initiative(s) conjointe(s):

Évaluation des plans nationaux et identification des écarts de synergies Identification des secteurs et politiques nationaux susceptibles de bénéficier des synergies et de la coopération Révision des politiques nationales visant à renforcer la coopération et les synergies Renforcement des capacités institutionnelles et scientifiques et de la sensibilisation des parties prenantes concernées Autre

Évaluation qualitative

Si votre pays dispose de mécanismes de mise en œuvre conjointe, précisez le type de mécanisme(s)

Réunions périodiques entre les correspondants et les équipes de correspondants des conventions de Rio Un comité national de coordination pour la mise en œuvre des conventions de Rio Coordination au niveau national des synergies en matière d'établissement de rapports au titre des conventions de Rio Autre

Fournissez le cas échéant toute information supplémentaire

Le Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable a eu sous sa tutelle les trois Conventions de Rio jusqu'en fin 2012. La mise en œuvre de ces trois conventions s'est faite sous la supervision de la Direction Générale du Développement Durable. Présentement, la convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques est gérée au Ministère en charge de l'Environnement. Cependant, des synergies existent pour certaines activités.

Sources des

Point Focal National CCD

informations

Point Focal National DB
Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable

CONS-O-8

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant mis en place et appuyé un système national/sous-régional/régional de suivi de la DDTS

Objectif général

Pourcentage des pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant mis en place et soutenu des systèmes de suivi national de la DDTS

≥ 60 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Existe-il dans votre pays un système de suivi entièrement dédié à la DDTS ?

Oui Non

Veuillez répondre aux questions suivantes si votre pays n'a pas mis en place et appuyé des systèmes de suivi nationaux pour la DDTS avant la fin de la période de référence actuelle

Objectif national volontaire

Quand votre pays prévoit-il de mettre en place et d'appuyer un système national de suivi de la DDTS ?

2014-2015 2016-2017 2018-2019 No Plan Yet

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Sources des informations

Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable

Point focal CCD

Évaluation qualitative

Votre pays possède-t-il un système de suivi partiellement dédié à la DDTS ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. difficultés majeures rencontrées, manière dont le système est appuyé, etc.) :

Le système national de suivi des forêts permet un suivi partiel de l'état de la dégradation des terres à travers la MNV (mesure, notification et vérification)

Systèmes de partage des connaissances

Dressez la liste de tout système pertinent de partage des connaissances sur la DDTS dans votre pays, en fournissant un lien Internet et une estimation du nombre annuel d'utilisateurs (ajoutez autant de lignes que nécessaire).

Nom du système :

Site web MEFDD

Internet link:

www.mefdd-cg.org

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

1009

Nom du système :

Site web ProNAR

Internet link:

www.pronar.org

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

300

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

CONS-O-10

Nombre de PAN/PASR/PAR révisés attestant que les facteurs déterminants de la DDTS et leurs interactions sont connus ainsi que l'interaction entre DDTS, changement climatique et biodiversité

Objectif général

Pourcentage de PAN/PASR/PAR révisés qui ont été soumis avec succès à une auto-évaluation qualitative.

≥ 70 %

2018

Veuillez répondre aux questions suivantes uniquement si votre pays a aligné le PAN

Contribution nationale à l'objectif général

Votre PAN aligné inclut-il une identification basée sur les connaissances et une analyse des facteurs biophysiques et socio-économiques déterminants de la DDTS et de leur interaction ?

Oui Non

Votre PAN aligné inclut-il une identification basée sur les connaissances et une analyse de l'interaction entre DDTS, changement climatique et biodiversité ?

Oui Non **Sources des informations**

Évaluation qualitative

Votre PAN aligné évalue-t-il les obstacles à la gestion durable des terres ?

Oui Non

Si votre PAN aligné évalue les obstacles à la gestion durable des terres, inclut-il des recommandations pour éliminer ces obstacles ?

Oui Non

Votre pays dispose-t-il de données et d'informations pour rendre compte des indicateurs de progrès suivants, actuellement inclus dans les procédures de rapport de la CDB et de la CCNUCC :

- Tendances en matière d'abondance et de répartition d'espèces sélectionnées :

Oui Non

- Tendances en matière de stock de carbone en surface et en sous-sol :

Oui Non

Si votre pays a identifié des indicateurs biophysiques et socio-économiques pertinents au niveau national/local pour le suivi du PAN aligné, veuillez les énumérer ci-dessous

--

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire

--

CONS-0-13

Nombre de pays, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant entrepris de renforcer leurs capacités de lutte contre la DDTS sur la base de l'Auto-évaluation nationale des capacités (AENC) ou d'autres méthodologies et instruments

Objectif général

Pourcentage des pays Parties affectés, des entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui mettent en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS

≥ 90 %

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base de l'AENC ?

Oui Non

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base d'autres méthodologies et instruments visant à évaluer les besoins nationaux en matière de renforcement des capacités ?

Oui Non

Fournissez toutes informations pertinentes relativement à la taille, la portée, l'efficacité et le statut des initiatives mises en place, ou d'autres informations complémentaires le cas échéant

Des initiatives sont menées dans le cadre de la mise oeuvre du projet "Aménagement d'un bassin versant et stratégie de lutte contre les érosions hydriques à Brazzaville" . Mais celles-ci ne répondent pas à un programme précis de renforcement des capacités dédiées à la DDTS.

Sources des informations

Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable

Point Focal National CCD

Coordination national projet PRC/TCP 3303

Objectif national volontaire

Si, au moment de la présentation du rapport, il n'existe pas de plans, de programmes ou de projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS dans votre pays, quand ce dernier prévoit-il de les mettre en place ?

2014-2015 2016-2017 2018-2019 Pas encore de plan

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il évalué les besoins en matière de renforcement des capacités pour lutter contre la DDTS ?

Oui Non

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance technique et/ou financière afin de renforcer ses capacités dans le cadre de la lutte contre la DDTS ?

Oui Non

Dans l'affirmative, de la part de quelles institutions et quel type d'assistance a-t-il été fourni ?

Financière

Technique

Secrétariat de la CNULCD

Mécanisme mondial

Fonds pour l'environnement mondial

Agences bilatérales

Autres organisations multilatérales

CONS-O-14

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales dont les cadres d'investissement, établis conformément à la stratégie de financement intégrée (SFI) définie par le Mécanisme mondial (MM), ou conformément à d'autres SFI, sont conçus de manière à avoir un effet de levier sur les ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour lutter contre la DDTs

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui ont développé des cadres d'investissement intégrés (CII)

≥ 50 %

2014

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays dispose-t-il d'un cadre d'investissement intégré ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. le CII est-il articulé autour du PAN, financement non-traditionnel et innovant ciblé par le CII, aperçu des progrès réalisés dans la mise en place du CII dans votre pays, assistance pour le développement ou la mise en place du CII reçue du MM ou d'autres partenaires de développement, etc.)

Le MM a assisté le Congo pour la mise en place d'un cadre d'investissement intégré. Cependant le processus n'a pas pu aller à son terme par manque de suivi au niveau national

Sources des informations

Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable

Point Focal National CCD

Veillez répondre aux questions suivantes si votre pays n'a pas développé un CII avant la fin de la période de référence

Objectif national volontaire

Quand votre pays prévoit-il de mettre en place un CII ?

2014-2015 2016-2017 2018-2019 Pas encore de plan

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des priorités établies dans le programme d'action national, dans le cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

CONS-O-16

Degré d'adéquation, d'à-propos et de prévisibilité des ressources financières mises à disposition par les pays Parties développés pour lutter contre la DDTs

Évaluation de l'aide bilatérale reçue pour la mise en œuvre de la Convention et de sa Stratégie au cours de la période de référence

Adéquation de l'aide bilatérale reçue	Adequate	<input type="checkbox"/>
	Plutôt adéquate	<input checked="" type="checkbox"/>
	Inadéquate	<input type="checkbox"/>
À-propos de l'aide bilatérale reçue	Appropriée	<input type="checkbox"/>
	Plutôt appropriée	<input checked="" type="checkbox"/>
	Inappropriée	<input type="checkbox"/>
Prévisibilité de l'aide bilatérale reçue	Prévisible	<input type="checkbox"/>
	Plutôt prévisible	<input checked="" type="checkbox"/>
	Imprévisible	<input type="checkbox"/>

Fournissez toute information complémentaire (par ex. information complémentaire concernant d'autres aspects que ceux mentionnés ci-dessus qui ont un impact sur la planification adéquate et la mise en œuvre efficace de la Convention dans votre pays, etc.)

Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance pour l'obtention de financements de la part de donateurs bilatéraux ? Oui Non

CONS-0-18

Montant des ressources financières et type de mesures d'incitation ayant facilité l'accès aux technologies par les pays Parties touchés

Objectifs généraux

Une croissance régulière des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies par les pays Parties touchés est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Une croissance régulière du nombre d'incitations économiques et politiques communiquées dans des rapports est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif : estimation du montant des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	XAF - CFA Franc BEAC	2000000000
2013	XAF - CFA Franc BEAC	2567160000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Votre pays a-t-il mis en place des mesures d'incitation économiques et politiques pour faciliter l'accès aux technologies ?

Oui

Non

Sources des informations

Plan national de développement du Congo (PND)
Programme national de diversification économique (PADE)
Projet d'appui institutionnel pour l'amélioration du climat des affaires

Objectifs nationaux volontaires

Pourcentage d'augmentation des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies pour une année déterminée

%

Année

0,7

2014

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. un bref aperçu des aspects spécifiques et de la nature du transfert de technologies dans votre pays, des aspects nécessitant un transfert de technologies accru, etc.)

- Développement du réseautage entre les structures de formations des demandeurs de formations et les autres structures d'appui au transfert de technologies;
- Mise en place d'un comité national de la propriété intellectuelle;
- Renforcement des capacités PME/PMI et amélioration de leur compétitivité

Identification

Code d'identification Précisez le Code d'identification (CI), le numéro ou l'acronyme attribué à l'activité financée (si connus)

TCP/PRC/3303

Désignation de l'activité financée Précisez le nom ou le titre de l'activité, du projet, du programme, de l'organisation ou de l'initiative

Aménagement d'un bassin versant et stratégie de lutte contre l'érosion hydrique à Brazzaville

Données de référence

Pays, sous-région et région bénéficiaires Précisez le nom du/des pays, sous-région(s) ou région(s) où l'activité est ou sera mise en place. Inscrivez « Mondial » si l'activité est à l'échelle mondiale ou si elle n'a pas de frontières géographiques spécifiques

Catégorie	Emplacement
Country	Congo

Situation

Indiquez la situation de l'activité au moment de la soumission de ce formulaire

Convenue

Proposée

En cours

Achevée

Cofinancement

Source Monnaie Montant

MEFDD/FAO

XAF - CFA Franc BEAC

Type de financement

Indiquez les instruments utilisés pour financer l'activité

- | | |
|--|-------------------------------------|
| Don | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Prêt (commercial) | <input type="checkbox"/> |
| Prêt (concessionnel) | <input type="checkbox"/> |
| Ouverture de crédit | <input type="checkbox"/> |
| Échange de créances/allégement de la dette | <input type="checkbox"/> |
| Financement commun | <input type="checkbox"/> |
| Appui sectoriel | <input type="checkbox"/> |
| Fonds souverain | <input type="checkbox"/> |
| Paiements pour Services Environnementaux (PSE) | <input type="checkbox"/> |
| Financement axé sur les résultats | <input type="checkbox"/> |
| Prise de participation | <input type="checkbox"/> |
| Capital-risque | <input type="checkbox"/> |
| Transferts de fonds | <input type="checkbox"/> |
| Produits dérivés | <input type="checkbox"/> |
| Placements mixtes | <input type="checkbox"/> |
| Investissements à impact | <input type="checkbox"/> |
| Microcrédit | <input type="checkbox"/> |
| Obligations | <input type="checkbox"/> |
| Assurance | <input type="checkbox"/> |
| Hypothèques/garanties | <input type="checkbox"/> |
| Garanties de marché | <input type="checkbox"/> |
| Autre | <input type="checkbox"/> |

Classification

Marqueurs de Rio

Attribuez le Marqueur de Rio pour la désertification approprié à l'activité financée (cochez seulement l'une des cases ci-dessous)

- | | | | | |
|--------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|
| CNULCD | | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> |
| CCNUCC | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |
| CDB | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |

Code d'activité
pertinent (CAP)

Code d'activité Indiquez tous les CAP pouvant s'appliquer à l'activité financée

Gestion des connaissances

- Recherche
- Campagnes d'information
- Plaidoyer/Intégration
- Comptabilisation du capital naturel
- Suivi de la dégradation des terres
- Présentation de rapports

Activités habilitantes

- Renforcement des capacités
- Gouvernance et institutions
- Politiques, stratégies and réglementations
- Évaluation économique de l'utilisation/des modifications d'affectation des terres
- Incitations et mécanismes de marché
- Mobilisation des ressources
- Aide au développement

Prévention de la dégradation des terres

- Adaptation au changement climatique
- Préservation des ressources naturelles
- Amélioration de la résilience des écosystèmes
- Gestion durable des terres et des ressources naturelles
- Production durable
- Consommation durable

Restauration et récupération

- Boisement/reforestation pour la fixation du carbone
- Réhabilitation des écosystèmes
- Reconstruction/réhabilitation des infrastructures
- Restauration/récupération des terres
- Mesures d'urgence
- Opérations de délocalisation/de sauvetage/de secours

Objectifs stratégiques
et opérationnels visés

Indiquez quel objectif stratégique et/ou opérationnel de la Stratégie est visé par l'activité financée

- Objectif stratégique 1 : conditions de vie des populations touchées
- Objectif stratégique 2 : condition des écosystèmes touchés
- Objectif stratégique 3 : bénéfiques à l'échelle mondiale
- Objectif stratégique 4 : mobilisation des ressources et instauration de partenariats
- Objectif opérationnel 1 : plaidoyer, sensibilisation et éducation
- Objectif opérationnel 2 : cadre politique
- Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances
- Objectif opérationnel 4 : renforcement des capacités
- Objectif opérationnel 5 : financement et transfert de technologies

Add new 'Unified financial annex' full section

Problèmes liés à la procédure de rapport

Ressources financières

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de ressources financières pour respecter les obligations de rapport de la CNULCD ? Oui Non

Veillez fournir une estimation du montant investi sur le budget national de votre pays au cours du présent processus de rapports de la CNULCD

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	XAF - CFA Franc BEAC	750000
2013	XAF - CFA Franc BEAC	750000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Ressources humaines

Veillez fournir une estimation du nombre de personnes de votre pays impliquées dans le processus de rapports de la CNULCD, et du nombre total de mois consacrés par ces personnes à ce processus

Année	Nombre de personnes	Nombre de mois
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	10	10
2013	12	10
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Connaissances

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de connaissances techniques et scientifiques pour satisfaire aux obligations de rapport de la CNULCD ? Oui Non

Coordination

La coordination à l'échelle nationale avec les ministères d'exécution compétents a-t-elle été satisfaisante pour présenter des rapports de manière complète et cohérente ? Oui Non

Participation et consultation

Une approche participative ou consultative a-t-elle été mise en place pour impliquer toutes les parties prenantes à la procédure de rapport ? Oui Non

Validation

Une réunion de validation a-t-elle été organisée dans le cadre de la procédure de rapport ? Oui Non

Processus sous-régionaux et régionaux

Votre pays a-t-il coopéré avec les entités chargées de la préparation des rapports sur le programme d'action sous-régional et régional ? Oui Non

Adaptation des demandes spécifiques des décisions de la Conférence des Parties

Rapport sur certaines demandes spécifiques à la COP : processus itératif relatif aux indicateurs

Ne cochez les cases que si vous avez rencontré des problèmes lors de la présentation de rapports sur un ou plusieurs indicateurs de performance. En le faisant, cochez la case du ou des critère(s) e-SMART correspondant au problème rencontré.

	Économique	Spécifique	Mesurable	Réalizable	Pertinent	Limité dans le temps
CONS-0-1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-13	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-14	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-16	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-18	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Autres problèmes nationaux

Votre pays est-il confronté à tout autre problème spécifique à porter à l'attention de la Conférence des Parties ?

Oui Non

Submission form

Nom de l'agent chargé du rapport	Pierre BATOUNGADIO
Date de soumission	27/06/2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	batoungadiop@yahoo.fr
Nom de l'ordonnateur	Jean Ignace TENDELET
Date d'autorisation	27/06/2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	jitendelet@yahoo.fr